

## VERS UNE STRATEGIE EUROPEENNE

### D'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

Questions posées dans le Livre Vert de la Commission DG TREN

Réponses de Michel Noraz,  
Ingénieur,  
Elu local.

#### Question 1 : Dépendance énergétique de l'Union

La dépendance énergétique de l'Union qui dépasse actuellement les 50 % doit absolument diminuer et se situer à une valeur aussi faible que possible.

L'approche doit être à la fois géopolitique (question d'indépendance et de lutte contre les situations de monopoles), et économique. L'énergie nucléaire, de même que dans une bien moindre mesure, une contribution des énergies renouvelables, permettraient de réduire de façon significative la dépendance énergétique de l'Union.

#### Question 2 : Coordination et cohérence des politiques énergétiques des pays de l'Union

Un effort devra être fait pour résoudre ce problème. Chaque pays a sa politique propre, fonction de ses ressources énergétiques, de ses traditions et de sa politique, voir de ses alliances électorales. (Royaume Uni, France, Allemagne, Italie, par exemple, ont des politiques très différentes).

La libéralisation des marchés, les accords de Kyoto, le renchérissement et la raréfaction à terme des combustibles pétroliers devraient favoriser une prise de conscience que la Commission se doit d'encourager.

#### Question 3 : La fiscalité, encouragement ou obstacle ?

En économie, les encouragements sont plus porteurs de résultats que l'usage de la fiscalité, à titre persuasif ou dissuasif, ainsi que la redistribution, avec ses contraintes et ses lourdeurs.

Avant tout, il ne faut pas confondre politique énergétique, idéologie politique, catéchisme électoral ou défense d'un lobby. Trop de personnes incompetentes se mêlent de politiques énergétiques sans prendre en compte que les conséquences de leurs actions auront des répercussions sur les générations à venir. Les politiques énergétiques ne doivent être fondées que sur des faits tangibles, et non sur des souhaits idéologiques, des utopies, voir des intérêts particuliers. A titre d'exemple, les éoliennes peuvent présenter un intérêt pour un pays émergent en début d'équipement, mais peuvent-elles satisfaire aux besoins d'une industrie, faire avancer les trains, ....

#### Question 4 : Accords d'approvisionnement

Il est indispensable de faire en sorte d'être le moins dépendant possible. Les accords doivent être variés et permettre la concurrence et exclure les situations de monopole. L'énergie nucléaire peut jouer un excellent rôle et permettre d'être indépendant de monopoles contrôlés par des puissances étrangères à l'Union. Les ressources mondiales en uranium se situent sur tous les continents, y compris sur les territoires de l'Union.. De plus, en raison des faibles tonnages nécessaires, il est aisé de créer un stockage stratégique de quelques années pour se prémunir de problèmes éventuels d'approvisionnement. Par ailleurs les stocks actuels de plutonium et d'uranium appauvri présents dans certains pays de l'Union et parfaitement valorisables dans certains types de réacteurs, constituent d'ores et déjà un stock stratégique.

Question 5 : Constitution de stocks charbonniers ou gaziers comme pour le pétrole.

Il est sans doute effectivement judicieux de créer des stocks de combustibles fossiles, tant que notre dépendance envers ceux-ci est trop importante. Il est à noter toutefois que, compte tenu des quantités à stocker, il n'est guère possible de les stocker sur de longues durées, la priorité doit donc être de réduire la dépendance en favorisant le nucléaire, les économies d'énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables là et quand c'est possible et économiquement raisonnable.

Question 6 : Optimisation des réseaux de transport d'énergie.

Les transports d'énergie doivent être à la fois libres au sein de l'Union et optimisés économiquement. Les interconnexions électriques entre producteurs doivent exister de façon forte, pour permettre des échanges d'énergie plus faciles, et se mettre à l'abri de la défaillance d'un producteur. ( Ex de la Californie)

Question 7 : Développement et financement des énergies renouvelables

Le développement scientifique des énergies renouvelables nécessite des efforts, relativement minimes et légers si on les compare avec ceux nécessaires aux industries telles que l'énergie nucléaire ou l'aéronautique.

Pour financer ces efforts, on peut demander une modeste contribution aux énergies majeures pendant quelques années, et user d'encouragements pour les utilisateurs, sous réserve de conduire un développement scientifique, et non de poursuivre des chimères.

Le développement des différentes énergies doit être financé au prorata du potentiel qu'on peut attendre de chacune d'entre elles. Il est par conséquent logique d'aider avec raisonnablement les énergies solaire et éolienne, de manière plus marquée les économies d'énergie, et surtout de soutenir le développement des réacteurs nucléaires du futur et, à plus long terme, de la fusion.

Question 8 : L'énergie nucléaire et ses déchets

L'énergie nucléaire produit un faible volume de déchets, qui sont parfaitement maîtrisables et confinés. Il faut lutter contre la désinformation relative aux déchets de cette forme d'énergie, l'énergie nucléaire est l'une des énergies qui génère le moins de déchets à vie longue ou courte, comparée aux industries charbonnière, pétrolière ou aux industries chimiques. Il serait souhaitable que les autres industries retraitent et confinent leurs déchets avec des normes de qualité comparables à celles pratiquées par l'industrie nucléaire.

L'excellente étude de la Commission sur les coûts externes comparés des différents types d'énergie (Etude externe, 1998, DG Recherche), montre clairement l'intérêt de l'énergie nucléaire du point de vue des déchets; Je souhaite que la Commission fasse connaître cette étude, importante et sérieuse, et la contribution importante du nucléaire à la réduction des déchets produits, et plus encore des déchets rejetés dans l'environnement. La Commission s'honorerait en faisant reconnaître l'évidence, à savoir qu'un équipement nucléaire ne participe pas à l'effet de serre.

Question 9 : Protocole de Kyoto

Les systèmes mis en place, bien que pouvant être considérés comme 'timides', doivent être appliqués. On risque de s'apercevoir, comme le font les USA, que les engagements ne pourront pas être respectés sans un recours important à l'énergie nucléaire, la seule source d'énergie de masse à ne pas contribuer à l'effet de serre. Ceci s'applique également, avec des dispositions particulières, notamment en matière de sûreté,

à des pays en voie de développement comme Chine, Inde, Indonésie, dont les rejets de gaz à effet de serre vont devenir extrêmement importants.

#### Question 10 : Biocarburants/Hydrogène

Biocarburants : Ils peuvent être utiles à certains pays émergents qui auraient peu d'autres ressources. Les biocarburants sont chers à produire, polluants à utiliser, et contribuent à l'effet de serre. Ils nécessitent de grandes surfaces de plantations

L'hydrogène est un combustible de pays riches, dont la production nécessite beaucoup d'énergie, et son utilisation ne ferait que déplacer un problème

#### Question 11 : Les économies d'énergie

Il faut encourager les économies d'énergie, tout en étant conscient des limites de cette politique. Par ailleurs, la démographie et l'émergence d'un grand nombre d'Etats très peuplés doivent faire réaliser que la demande énergétique mondiale ne peut que croître

#### Question 12 : Economies de transport - Voies ferrées.

Un certain nombre d'exemples, dans les pays de l'Union, démontrent que le ferroutage est possible et peut être généralisé. Il faut le développer en priorité sur les grands axes.

Les véhicules électriques doivent être encouragés, en particulier les taxis, véhicules de livraison, etc... La recherche quant à un moyen de stockage de l'énergie électrique, approprié aux véhicules automobiles, devrait être considérée comme une priorité.

#### Question 13 : Intégrer le long terme et préparer le futur

Il faut débarrasser le débat de toute politique politicienne, de toute idéologie, de tout catéchisme sectaire, et faire appel à des spécialistes reconnus. L'énergie est pour les populations un domaine trop important pour qu'on la traite comme un domaine accessoire. Il faut évaluer les politiques présentes, dresser l'inventaire des ressources fossiles et des matières nucléaires, ainsi que des potentialités renouvelables. Il convient également de prendre en compte l'excellente Etude de la Commission sur les coûts externes (citée à la question 8).

#### Question 14 : Autres propositions.

Il est important d'apporter nos connaissances aux pays émergents, ce pour des raisons d'éthique et de solidarité, mais également pour que ces pays ne se trompent pas à l'heure des choix, quant à la politique énergétique

Je salue l'initiative de DG TREN de permettre à tout un chacun de donner son avis sur ce sujet et espère que des résultats positifs pourront être dégagés de cette consultation.

Michel Noraz